

Faibles revenus, main-d'œuvre active et femmes ayant des besoins de logement, 1991

Introduction

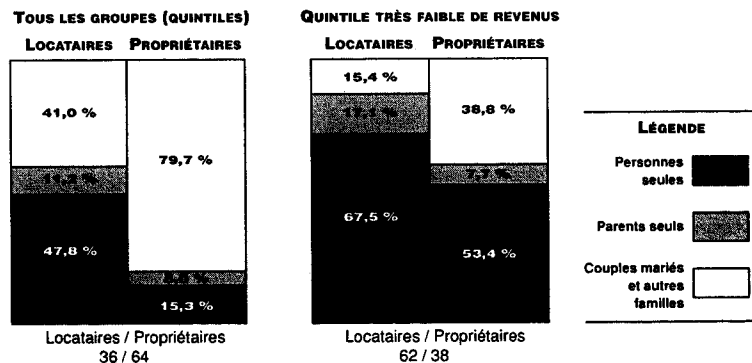
Chercher et trouver un logement convenable pose un défi à la plupart des ménages, et en particulier à ceux dont les revenus sont peu élevés. En fait, en 1991, six ménages sur dix dont les revenus se situaient sous le seuil d'inclusion des ménages à faible revenu, tel qu'établi par Statistique Canada, avaient un logement ne répondant pas aux normes de qualité actuelles. Parce qu'ils ne pouvaient pas trouver un logement de taille et de qualité convenables et abordable compte tenu de leurs revenus, ces ménages avaient des besoins impérieux de logement.

Le présent numéro du *Point en recherche et développement* fait ressortir que les besoins impérieux de logement résultent particulièrement des faibles revenus des ménages et du manque de participation à la main-d'œuvre active. À l'instar des numéros 11 et 12, tous les renseignements reposent sur des données de 1991 tirées de sondages sur les coûts du logement menés par Statistique Canada pour le compte d'organismes fédéraux et provinciaux de logement.

Observations

Bien que les locataires ne constituent que 36 p. 100 de tous les ménages canadiens, ils forment 62 p. 100 des ménages se trouvant dans le plus bas quintile des revenus (Figure 1). Pourquoi? Parce que les ménages constitués de parents seuls (principalement des femmes) ou de personnes seules (vivant seules ou partageant leur logement) sont traditionnellement locataires. Par conséquent, puisque 25 p. 100 ou le quart de tous les ménages locataires ont des besoins de logement, les locataires courent cinq fois plus de risques d'avoir des besoins de logement que les ménages propriétaires.

Figure 1 Profils d'occupation



This publication is also available under the title *Low Income, Labour Force Participation and Women in Housing Need, 1991*.

Toutefois, même parmi les locataires, certains courent plus de risques d'éprouver des besoins de logement que d'autres. Comme le montre le Tableau 1, les ménages les plus susceptibles d'avoir de tels problèmes sont ceux dirigés par une femme ou par un parent seul ou ceux constitués d'une femme vivant seule (âgée ou non).

**Table 1 Possibilité d'avoir des besoins de logement et faibles revenus
- Certains ménages locataires, 1991 -**

GRUPE DE MENAGES	NOMBRE DE MENAGES AYANT BESOIN DE LOGEMENT	COMPARAISONS SUR LES BESOINS DE LOGEMENT	POURCENTAGE DES PERSONNES DONT LES REVENUS SONT TRÈS FAIBLES (QUINTILE INFÉRIEUR)
Tous les ménages dirigés par une femme	507 000 3,9 sur 10	• Comme chefs de ménage, les femmes ont 2,4 fois plus de chances d'avoir des besoins de logement que les hommes.	725 000 5,5 sur 10
• Personnes âgées (65+) (90 % vivant seules)	175 000 4,6 sur 10	• Les femmes âgées ont 1,4 fois plus de chances d'avoir des besoins de logement que les hommes âgés.	286,000 7,5 sur 10
• Personnes non âgées			
a) Parents seuls	160 000 4,9 sur 10	• Les parents seuls ont 10,9 plus de chances d'avoir des besoins de logement que les ménages comportant deux parents et dirigés par un homme (dont la plupart sont propriétaires).	187 000 5,8 sur 10
b) Femmes seules	148 000 3,1 sur 10	• Les femmes seules ont 6,9 plus de chances d'avoir des besoins de logement que les ménages comportant deux parents et dirigés par un homme (dont la plupart sont propriétaires).	225 000 4,7 sur 10
c) Femmes partageant leur logement	25 000 1,9 sur 10	• Le partage d'un logement, avec d'autres personnes seules ou des proches parents, permet à ce petit groupe de réduire ses besoins de logement.	27 000 2,0 sur 10

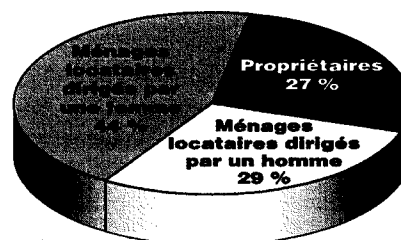
Faible revenu

Les ménages locataires dirigés par une femme représentent 43,6 p. 100 de tous les ménages ayant des besoins impérieux de logement, ce qui est très élevé (Figure 2). Les faibles revenus de ces ménages expliquent en grande partie cette situation. Leur revenu moyen en 1990 s'est établi à seulement 12 600 dollars, soit à peine 29,6 p. 100 du revenu des ménages dirigés par un homme n'ayant pas de besoins impérieux de logement.

Les femmes non âgées qui habitent seules détiennent le record non enviable du plus faible revenu moyen de tous les groupes de ménages locataires ayant des besoins impérieux de logement : 10 700 dollars. Ces ménages affectent en moyenne 52 p. 100 de leur revenu au logement, soit environ deux et demi à trois fois de plus que les ménages locataires dirigés par un homme ou une femme n'ayant pas de besoins impérieux de logement.

Pourquoi ces jeunes femmes ont-elles un revenu si bas et quelles en sont les répercussions sur les besoins de logement? Parce que peu d'entre elles font partie de la population active et que la plupart dépendent des deniers publics comme principale source de revenu du ménage.

Figure 2 Besoins impérieux de logement



Les femmes non âgées

Les parents seuls et les femmes seules n'éprouvent pas tous la même difficulté à se loger. En fait, on peut diviser cette catégorie en deux groupes, comme le montre le Tableau 2. Dans le premier groupe, qui fait partie de la population active et ne dépend pas des deniers publics comme principale source de revenu du ménage, le pourcentage des ménages pouvant avoir de la difficulté à se loger (22 à 26 p. 100) n'est guère différent de celui de l'ensemble des ménages locataires (25 p. 100). Par contre, ce problème se pose surtout dans le deuxième groupe, qui ne fait pas partie de la population active et dépend des deniers publics comme principale source de

Les ménages locataires dirigés par une femme représentent 43,6 p. 100 de tous les ménages ayant des besoins impérieux de logement, ce qui est très élevé.

revenu du ménage. Bien que 20 à 30 p. 100 de ceux qui travaillent et gagnent leur propre revenu ont du mal à se loger, environ 60 à 70 p. 100 de ceux qui ne travaillent pas et dépendent des deniers publics comme principale source de revenu du ménage ont des besoins impérieux de logement. Les parents seuls qui dépendent des deniers publics comme principale source de revenu courent plus de risques d'éprouver un problème de logement que tout autre groupe, car seulement le quart de ces ménages réussissent à contourner ce problème.

Table 2 Ménages ayant des besoins de logement selon la participation à la main-d'œuvre active et la principale source de revenu, 1991

TYPE DE MÉNAGE	ACTIVITÉ PA*/ SOURCE DE REVENU	MÉNAGES AYANT DES BESOINS DE LOGEMENT		REVENU MOYEN	RFLR MOYEN**
		NOMBRE	%		
Tous les ménages locataires dirigés par une femme non âgée 333 000	Chef ne faisant pas partie de la PA	163 000	57 %	11 600 \$	50 %
	Chef faisant partie de la PA	170 000	26 %	13 500 \$	48 %
	Deniers publics	187 000	71 %	11 600 \$	51 %
	Autre	146 000	22 %	13 800 \$	46 %
a) Parents seuls 160 000	Chef ne faisant pas partie de la PA	95 000	66 %	12 900 \$	49 %
	Chef faisant partie de la PA	65 000	36 %	14 800 \$	44 %
	Deniers publics	113 000	74 %	13 200 \$	48 %
	Autre	47 000	28 %	14 900 \$	45 %
b) Femmes vivant seules 148 000	Chef ne faisant pas partie de la PA	56 000	50 %	8 200 \$	55 %
	Chef faisant partie de la PA	92 000	25 %	12 200 \$	50 %
	Deniers publics	64 000	71 %	8 000 \$	58 %
	Autre	84 000	22 %	12 700 \$	48 %

*Activité PA signifie Activité dans la population active au moment du sondage.
**RFLR signifie Rapport des frais de logement au revenu du ménage.

Bien qu'il soit important de faire partie de la population active, la situation d'emploi est tout aussi importante pour les 170 000 locataires non âgés ayant des besoins impérieux de logement mais comportant des gagne-pain dans la population active. Le Tableau 3 montre que le chômage et le travail à temps partiel sont synonymes de faible revenu et de besoins impérieux de logement. Si le problème de logement touche jusqu'à 80 p. 100 de ceux qui ne travaillent pas depuis un an, il ne touche que 20 à 22 p. 100 de ceux qui travaillent à temps plein, soit un pourcentage inférieur à l'ensemble des locataires.

Table 3 Ménages ayant des besoins de logement selon la situation d'emploi dans la population active (PA), 1991

TYPE DE MÉNAGE	SITUATION D'EMPLOI	MÉNAGES AYANT DES BESOINS DE LOGEMENT		REVENU MOYEN	RFLR MOYEN
		NOMBRE	%		
Tous les ménages locataires dirigés par une femme non âgée dans la PA 170 000	Chômage	46 000	56 %	13 000 \$	49 %
	Travail	124 000	22 %	13 700 \$	47 %
	Aucun travail l'année précédente	19 000	80 %	11 700 \$	48 %
	Emploi à temps partiel seulement	44 000	46 %	13 700 \$	45 %
	Emploi à temps plein	107 000	20 %	13 700 \$	49 %
a) Parents seuls dans la PA 65 000	Chômage	23 000	66 %	14 400 \$	45 %
	Travail	42 000	29 %	15 100 \$	43 %
	Aucun travail l'année précédente	13 000	80 %	12 300 \$	47 %
	Emploi à temps partiel seulement	24 000	63 %	14 900 \$	42 %
	Emploi à temps plein	28 000	22 %	15 900 \$	44 %
b) Femmes vivant seules dans la PA 92 000	Chômage	20 000	58 %	11 200 \$	55 %
	Travail	72 000	22 %	12 400 \$	49 %
	Aucun travail l'année précédente	*	*	*	*
	Emploi à temps partiel seulement	17 000	47 %	10 600 \$	49 %
	Emploi à temps plein	71 000	22 %	12 700 \$	50 %

Remarque: Chômage/Travail renvoie à la situation d'emploi au moment du sondage, tandis que Emploi à temps plein s'entend d'un travail exercé au moins 30 heures par semaine pendant toute l'année précédente.
RFLR signifie Rapport des frais de logement au revenu.

* La taille de l'échantillon n'est pas suffisante pour que les données sur ce petit groupe de ménages soient fiables.

Les parents seuls

qui dépendent des

deniers publics

comme principale

source de revenu

courent plus de

risques d'éprouver

un problème de

logement que tout

autre groupe.

Femmes âgées

Parmi les femmes âgées à la retraite, la principale source de revenu est encore un facteur déterminant. Celles qui dépendent des deniers publics comme principale source de revenu courent trois fois plus de risques d'avoir des besoins impérieux de logement que celles qui n'en dépendent pas (voir le Tableau 4).

Table 4 Ménages ayant des besoins de logement selon la principale source de revenu, 1991

TYPE DE MÉNAGE	PRINCIPALE SOURCE DE REVENU	MÉNAGES AYANT DES BESOINS DE LOGEMENT	REVENU MOYEN	RFLR MOYEN
		NOMBRE		
Tous les ménages constitués de femmes âgées 175 000	Deniers publics	162 000	12 000 \$	47 %
	Autre	13 000*	16 000 \$	40 %

* L'échantillon d'où est tirée cette évaluation est marginal.

Conclusion

Les ménages locataires dirigés par des femmes dont le revenu est faible ont plus souvent de problèmes de logement que n'importe quel autre type de ménage. Ce problème est directement relié au fait que peu d'entre elles travaillent et que la principale source de revenu est constituée des deniers publics. En fait, lorsqu'elles parviennent à se trouver du travail à temps plein, le risque d'avoir des besoins de logement chute. C'est ce qui se produit également pour les mères seules. Si ces dernières se trouvent un emploi à temps plein, elles peuvent réduire leur risque d'avoir des problèmes de logement sous le seuil de l'ensemble de tous les locataires.

Ce numéro du *Point en recherche et développement* a été réalisé à la suite du travail par la Division de la recherche de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). Il s'agit du troisième numéro qui traite de la nature des besoins de logement au Canada en 1991. Pour plus de détails sur les concepts et les outils de mesure des besoins de logement, consultez le numéro 7 de la même série ou le rapport détaillé LNH «Besoins impérieux de logement au Canada». Toute question sur le contenu de ce numéro peut être adressée à M. J. Engeland, chercheur, Analyse des besoins de logement, au (613) 748-2799.

Le service Recherche et relations internationales de la SCHL exécute et finance un vaste éventail de recherches sur les aspects sociaux, économiques et techniques du logement. Le présent numéro du *Point en recherche et développement* s'inscrit dans une série destinée à vous informer brièvement de la nature et de la portée de ces activités.

Pour de plus amples renseignements relatifs à la recherche sur le logement à la SCHL, veuillez communiquer avec le :

**Centre canadien de documentation sur l'habitation
Société canadienne d'hypothèques et de logement
700, chemin de Montréal, C1-200
Ottawa (Ontario)
K1A 0P7
(613) 748-2367**

Déjà publiés dans la série *Le point en recherche et développement*

- Numéro 1** La mobilité des ménages canadiens
- Numéro 2** L'état du parc de logements au Canada
- Numéro 3** Les appartements accessoires : caractéristiques, questions et occasions
- Numéro 4** La valeur du stock de logement de type propriétaire-occupant au Canada
- Numéro 5** Les Canadiens et leur logement : variations du revenu, du mode d'occupation et des dépenses
- Numéro 6** Prévisions de la demande éventuelle de logements
- Numéro 7** Comparaison des mesures utilisées au Canada, aux États-Unis et en Angleterre pour déterminer les besoins de logements
- Numéro 8** Polarisation de la richesse par la propriété
- Numéro 9** Profil socio-démographique des Canadiens ayant un problème de santé ou de limitation de leurs activités
- Numéro 10** Élaboration d'indicateurs de la qualité de la vie dans les municipalités canadiennes
- Numéro 11** Les besoins de logement au Canada en 1991
- Numéro 12** Les familles, les enfants et les besoins de logement au Canada, 1991
- Numéro 13** Les choix de logement des immigrants, 1986
- Numéro 14** L'évolution des ménages canadiens, 1971-91
- Numéro 15** Aménagements domiciliaires durables : Principes d'aménagement, de conception et de construction (La maison évolutive, version écologique)